

Les représentations sociales du changement climatique

24^{ème} vague du baromètre
Synthèse



EXPERTISES

Oct.
2023

REMERCIEMENTS

Anaïs Rocci, Patrick Jolivet (ADEME-DEPR),
Bruno Jeanbart, Théo Ponchel, Eleonore Quarré (OpinionWay)

CITATION DE CE RAPPORT

ADEME, Daniel Boy RCB Conseil 2022, 24^{ème} vague du baromètre « Les représentations sociales du changement climatique », synthèse, 12p

Cet ouvrage est disponible en ligne <https://librairie.ademe.fr/>

Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite selon le Code de la propriété intellectuelle (art. L 122-4) et constitue une contrefaçon réprimée par le Code pénal. Seules sont autorisées (art. 122-5) les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé de copiste et non destinées à une utilisation collective, ainsi que les analyses et courtes citations justifiées par le caractère critique, pédagogique ou d'information de l'œuvre à laquelle elles sont incorporées, sous réserve, toutefois, du respect des dispositions des articles L 122-10 à L 122-12 du même Code, relatives à la reproduction par reprographie.

Ce document est diffusé par l'ADEME

ADEME

20, avenue du Grésillé
BP 90 406 | 49004 Angers Cedex 01

Numéro de contrat : 2023MA000182

Étude réalisée pour le compte de l'ADEME par : Daniel Boy, RCB Conseil
Coordination technique - ADEME : ROCCI Anaïs
Direction/Service : DEPR

SOMMAIRE

1. CONTEXTE DU BAROMETRE	4
2. PRINCIPAUX RESULTATS CONCERNANT L'ENQUETE GRAND PUBLIC	5
2.1. La place de l'environnement dans les préoccupations des Français.....	5
2.2. Représentations des causes du changement climatique.....	5
2.3. Les solutions pour réduire le changement climatique	6
3. LE CAS DES DECIDEURS ECONOMIQUES.....	7
4. CONCLUSION	9

1. Contexte du baromètre

L'aggravation de la problématique du changement climatique induit par les émissions de gaz à effet de serre a conduit l'ADEME dès l'année 2000 à mettre en place des mesures régulières des représentations sociales de ces phénomènes au sein de la société Française. A cet effet, des enquêtes par sondage sur des échantillons représentatifs du public âgé de 15 ans et plus ont été réalisées à échéance régulière depuis cette date. L'enquête annuelle de l'ADEME se déroule en règle générale fin juin et début juillet. Les questionnaires de ces enquêtes sont conçus par l'ADEME avec l'aide d'un prestataire de service¹. Les enquêtes sont ensuite techniquement mises en œuvre sur le terrain par un institut de sondage. L'ensemble des résultats est présenté à l'automne suivant leur recueil et donnent lieu à un rapport détaillé réalisé par RCB Conseil. Le présent rapport est le vingt-quatrième exemplaire de cette série qui constitue désormais un véritable baromètre des modalités de représentations des phénomènes liés au changement climatique dans notre société.

¹ La société de conseil "RCB Conseil".

2. Principaux résultats concernant l'enquête grand public

2.1. La place de l'environnement dans les préoccupations des Français

Tableau 1 : Dans cette liste, quelle est la question qui vous paraît la plus importante aujourd'hui pour la France ? (En premier)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
La hausse des prix	14	9	10	9	6	5	6	8	12	7	8	38	29
L'immigration	4	4	3	10	16	15	14	19	14	9	14	9	13
L'environnement / La transition écologique	7	6	7	2	4	5	6	8	16	10	13	10	12
La sécurité des biens et des personnes	7	6	5	4	5	12	9	8	8	5	11	5	12
La santé publique										21	17	8	8
Les déficits publics et la dette de l'Etat	10	14	9	14	12	11	10	7	9	8	6	5	7
Les inégalités	11	10	10	7	7	8	9	10	10	8	7	7	6
L'emploi	26	30	37	35	37	30	29	22	16	19	12	7	5
L'éducation et la recherche	12	11	9	3	3	4	5	4	4	4	4	4	4
Les impôts et taxes	4	4	6	12	8	8	9	9	9	5	5	2	3
Le logement	4	5	3	2	1	2	2	3	2	2	2	2	1
Les transports	1	1	1	0	0	1	1	2	1	2	1	1	1

La comparaison de « l'environnement » avec les scores recueillis par les autres enjeux permet de constater que deux problèmes inattendus ont perturbé la montée de l'enjeu environnemental : la question de « la santé publique » dans les années 2020 et 2021 et « la hausse des prix » en 2022 et 2023. Ces évolutions confirment que « l'environnement » se situe régulièrement ces dernières années parmi les trois enjeux jugés « les plus préoccupants » mais que son rang final demeure soumis à d'autres préoccupations émergentes de nature plus ou moins conjoncturelles. Comme dans les enquêtes précédentes on remarque que les 15 -17 ans font preuve d'une préoccupation plus marquée que leurs aînés pour « L'environnement/la transition écologique ».

2.2. Représentations des causes du changement climatique

En moyenne depuis 2011 un peu plus de trois-quarts des personnes interrogées font crédit aux scientifiques de leur bonne foi en estimant qu'ils « évaluent correctement les risques du changement climatique ». Dans la dernière vague de ce baromètre cette proportion diminue légèrement : 69 % contre 75 % en 2022.

Au total on compte deux tiers (64 %) de personnes identifiant le changement climatique comme résultant des activités humaines, un peu plus du quart (28 %) croyant à un « phénomène naturel comme la Terre en a toujours connu », 3 % niant la réalité du changement climatique et 5 % de personnes n'exprimant pas de jugement. En règle générale le scepticisme est plus fréquent parmi les personnes les plus âgées, chez les moins diplômés, et ceux qui se situent « A droite » du champ politique, ainsi que pour ceux qui déclarent n'avoir pas subi les conséquences du changement climatique

L'appréhension quant aux conséquences possibles du changement climatique se situe généralement au-dessus de deux tiers des répondants depuis 2017. Elle diminue cependant légèrement cette année de 72 % en 2022 à 68 %.

2.3. Les solutions pour réduire le changement climatique

Le principe d'une « modification importante des modes de vie » a été acquis depuis longtemps, sans grandes variations dans le temps malgré une légère diminution cette année, s'accompagnant d'une augmentation de trois points de pourcentages de la réponse de résignation : « Il n'y a rien à faire, le changement climatique est inévitable » (13 %).

Le fait de considérer le changement climatique comme « Une contrainte » (plutôt qu'une « Opportunité ») a fortement augmenté cette année (de 49 % à 58 %).

La liste des mesures souhaitables ou non pour lutter contre l'effet de serre oppose toujours les politiques perçues comme les plus immédiatement contraignantes pour les individus (taxes, interdictions) à celles dont le degré de contrainte est moindre ou plus indirect. Cette année les évolutions observées dans les pourcentages de réponses « très ou assez souhaitables » sont le plus souvent à la baisse de quelques points de pourcentages. Ces évolutions sont un peu plus marquées dans les cas qui impliquent la contrainte du prix.

Une majorité, 65 % des répondants, accepte le principe d'une augmentation de la taxe carbone (moyennant une argumentation sociale et écologique). En diminution par rapport à l'année dernière (72%).

Concernant la mise en place d'actions individuelles pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'enquête enregistre dans plusieurs occurrences des augmentations de réponses positives peut-être motivées autant par le souci d'économiser dans une conjoncture de hausse des prix que pour des motivations environnementales. Ainsi l'intention de « Ne pas prendre l'avion » progresse de 20 points de pourcentage depuis 2018, « Consommer moins » 19 points depuis 2017.

Un tiers seulement des personnes interrogées déclare « faire leur maximum » pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, alors que plus de la moitié (51 %) estime qu'ils « pourraient en faire plus ».

A la question « A votre avis, qui agit le plus aujourd'hui pour résoudre le problème du changement climatique ? », les répondants classent en premier « les citoyens » (23%), puis « les associations, la société civile » (18%), « les collectivités locales » (11%) et en quatrième position « les Etats » (15%), alors même qu'ils considèrent ce dernier type d'acteur comme le plus efficace (32%) suivi des citoyens (21%).

Le potentiel de mobilisation environnementale (Participer à une action de désobéissance civile, Participer à une manifestation pour le climat) s'établit à un niveau élevé si l'on prend en compte les actions potentielles (« Je pourrais le faire »). Mais il est en légère diminution cette année.

3. Le cas des Décideurs économiques

L'enquête « Décideurs » est la répétition d'une enquête réalisée pour la première fois en 2018. Dans les deux vagues, des échantillons du premier cercle de dirigeants d'entreprises ont été interrogés sur leurs représentations du changement climatique et sur les pratiques de leur entreprise en termes de contribution à la baisse des GES.

Chez les décideurs, l'environnement se situe au premier rang des préoccupations, suivi par « La hausse de prix » et « L'emploi ».

Comme en 2018, on constate que les Décideurs économiques se montrent plus sensibles que le public à la question du changement climatique et clairement plus convaincus de la réalité d'un changement climatique d'origine anthropique (82 % contre 64 %).

Plusieurs questions témoignent d'autre part d'un optimisme un peu plus ferme des Décideurs quant aux conséquences du changement climatique. La possibilité de le limiter « à des niveaux raisonnables » a cependant diminué cette année dans les réponses des décideurs (de 56 % à 43 %), même si elle demeure supérieure à celle exprimée par le public (35 %).

L'opinion selon laquelle « Il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique » domine les mentalités aussi bien chez les décideurs (62 %) que dans le public (59 %) alors que l'idée selon laquelle « Le progrès technique permettra de trouver des solutions pour limiter le changement climatique » demeure très minoritaire, en particulier parmi les décideurs (9 %).

En 2023 le choix de « Réorienter en profondeur notre économie en soutenant exclusivement les activités qui préservent l'environnement » rassemble 78 % des décideurs (contre 58 % dans le public).

*Votre activité est-elle concernée par les enjeux suivants relatifs au changement climatique ?
(Plusieurs réponses possibles)*

	2018	2023	Ecart
La réduction des consommations d'énergies fossiles	31	40	+ 9
Le développement des ENR	26	40	+ 14
Les modifications climatiques (température, sécheresse)	26	40	+ 14
L'augmentation des catastrophes naturelles	21	18	- 3
La modification des rendements agricoles	15	20	+ 5
L'augmentation du coût de l'énergie	45	77	+ 32
La hausse des tensions géostratégiques et des migrations	13	16	+3
Aucun	26	6	-20
Total	204	259	

Les questions spécifiques consacrées aux Décideurs font apparaître une montée spectaculaire des enjeux du changement climatique concernant les entreprises. « L'augmentation du coût de l'énergie » est l'enjeu qui subit la plus forte hausse entre 2018 et 2023 (+32pts).

Ces enjeux apparaissent plus comme une menace (pour 38%) que comme une opportunité (pour 28%).

Parmi les conséquences indirectes du changement climatique le « Durcissement du cadre réglementaire » est l'élément le plus souvent citée par les Décideurs (52%), les difficultés d'approvisionnement et le coût des assurances arrivant en second avec 44% chacun.

Par ailleurs, la majorité des dirigeants d'entreprise souhaitent **des politiques publiques incitatives** (« aider les entreprises sans imposer de contraintes » : 62 %) **plutôt que « des mesures contraignantes pour les entreprises »** (26 %).

12 % seulement des décideurs refusent toute intervention de l'Etat future (9 % : ne pas agir davantage) ou présente (3 % : supprimer les réglementations existantes). Mais l'intervention « sans contraintes » : 62 % est préférée à l'intervention « contraignante » : 26 %.

Si 61% des répondants estiment que leur entreprise a un impact sur le changement climatique, au final l'optimisme de base des Décideurs s'exprime aussi par **le sentiment très majoritaire de leur capacité à réduire significativement leurs émissions de gaz à effet de serre : 77 %**.

4. Conclusion

Les évolutions qui ont été commentées dans le rapport de cette année pointent souvent une stagnation, voire une diminution du degré de sensibilité du public. Sans revenir sur chacun de ces constats il est frappant de constater, par exemple une augmentation de 8 points de pourcentage des répondants qui estiment que « Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique » ou un accroissement de 5 points des personnes estimant que « On parle trop du changement climatique ». Mais à la lecture des résultats de l'enquête de 2023 il est d'abord important de garder à l'esprit que la tendance dominante est toujours celle d'une forte conviction du public et sur la réalité du changement climatique et sur ses causes anthropiques. La constatation selon laquelle le scepticisme est d'abord la fait des générations anciennes est toujours un fait établi. Une fois ces constats rappelés il faut s'interroger sur les évolutions qui ont été soulignées et s'interroger sur leurs causes possibles.

- La première l'hypothèse pourrait être celle d'un effet de conjoncture. Il se peut que la dégradation du pouvoir d'achat et la montée de préoccupations sécuritaires tendent à relativiser les enjeux environnementaux dans l'esprit du public. L'idée d'une antinomie entre bien-être matériel et préservation de l'environnement a toujours été présente dans les mentalités. La dureté de la conjoncture économique a pu la réactiver.
- La deuxième hypothèse serait fondée sur une possible saturation du débat public en raison de l'avalanche constante dans les médias de mauvaises nouvelles (canicules, incendies, inondations tempêtes) qui finirait par banaliser la notion de désordres climatique et lui faire perdre de son efficacité à sensibiliser et à motiver le public.
- Troisième piste d'interprétation, celle d'une montée progressive d'un mouvement de refus, de déni de phénomènes climatiques auparavant supposés lointains (dans le temps, ou dans l'espace géographiques) et aujourd'hui bien réels. Il se peut du reste que ce mouvement progressif de déni soit de plus en plus articulé et argumenté par des forces politiques de droite et d'extrême droite, voire par les mouvements populistes ou complotistes qui semblent progresser dans bien des pays européens, offrant ainsi à une fraction du public un refuge idéologique commode.

Quelle que soit l'explication de ces changements, on doit en tous cas aujourd'hui abandonner l'idée « rassurante » que la dégradation de la situation environnementale conduirait naturellement à une progression sensible des « convaincus » du changement climatique et à un amenuisement progressif de la catégorie des « sceptiques ». Le scepticisme environnemental est minoritaire, il ne disparaît pas pour autant.

L'ADEME EN BREF

À l'ADEME - l'Agence de la transition écologique - nous sommes résolument engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique et la dégradation des ressources.

Sur tous les fronts, nous mobilisons les citoyens, les acteurs économiques et les territoires, leur donnons les moyens de progresser vers une société économe en ressources, plus sobre en carbone, plus juste et harmonieuse.

Dans tous les domaines - énergie, air, économie circulaire, alimentation, déchets, sols, etc., nous conseillons, facilitons et aidons au financement de nombreux projets, de la recherche jusqu'au partage des solutions.

À tous les niveaux, nous mettons nos capacités d'expertise et de prospective au service des politiques publiques.

L'ADEME est un établissement public sous la tutelle du ministère de la Transition écologique et du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

LES COLLECTIONS DE L'ADEME



FAITS ET CHIFFRES

L'ADEME référent : Elle fournit des analyses objectives à partir d'indicateurs chiffrés régulièrement mis à jour.



CLÉS POUR AGIR

L'ADEME facilitateur : Elle élabore des guides pratiques pour aider les acteurs à mettre en œuvre leurs projets de façon méthodique et/ou en conformité avec la réglementation.



ILS L'ONT FAIT

L'ADEME catalyseur : Les acteurs témoignent de leurs expériences et partagent leur savoir-faire.



EXPERTISES

L'ADEME expert : Elle rend compte des résultats de recherches, études et réalisations collectives menées sous son regard.



HORIZONS

L'ADEME tournée vers l'avenir : Elle propose une vision prospective et réaliste des enjeux de la transition énergétique et écologique, pour un futur désirable à construire ensemble.



LES REPRESENTATIONS SOCIALES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les évolutions cette année pointent souvent une stagnation, voire une diminution du degré de sensibilité du public. Toutefois, la tendance dominante est toujours celle d'une forte conviction du public aussi bien sur la réalité du changement climatique que sur ses causes anthropiques. La constatation selon laquelle le scepticisme est d'abord le fait des générations anciennes est toujours un fait établi. Les Français ont **le sentiment d'agir à leur** échelle et font part de fortes attentes vis-à-vis de l'Etat pour lutter contre le changement climatique.

Les résultats concernant les décideurs économiques font apparaître une montée spectaculaire des enjeux du changement climatique concernant les entreprises. Ils se montrent plus sensibles que le public à la question du changement climatique et plus convaincus de son origine anthropique. S'ils considèrent en majorité que l'activité de leur entreprise a des impacts sur le climat, ils la jugent capable de réduire significativement ses émissions. Mais eux aussi attendent plus d'intervention des pouvoirs publics.

Depuis 2000, l'ADEME conduit une enquête administrée chaque année auprès d'échantillons représentatifs de la population Française permettant de dresser un tableau des représentations sociales du changement climatique et de leurs évolutions.

Cette enquête s'intéresse à la place de l'environnement dans les préoccupations des Français, les représentations des causes et conséquences du changement climatique, l'opinion sur les solutions et mesures de politiques publiques ainsi que les pratiques et l'engagement individuel déclaré.

Chaque année, l'enquête est également réalisée auprès d'un sur-échantillon cible. Cette année il a porté sur les décideurs économiques qui avaient déjà été interrogés en 2018.

